

## Déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2016

### 1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire qui suit a été préparée par renvoi aux articles 9 et 10 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE) et en conformité avec leurs dispositions.

Selon l'article 9, le gouvernement est tenu :

- de préciser ses politiques économiques et financières, notamment celles touchant à des variables économiques et fiscales clés ; et
- d'indiquer la discipline qu'il respectera dans le cadre de ses transactions économiques et financières.

Selon l'article 10, le gouvernement est tenu :

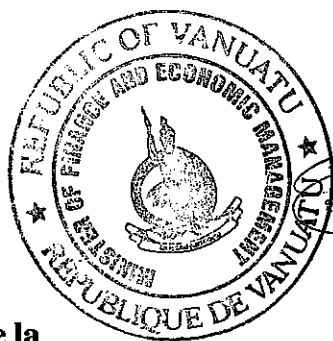
- de faire état des **objectifs à long terme** de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- de préciser les **priorités stratégiques** essentielles qui orienteront la préparation du budget ;
- d'indiquer quelles sont les **cibles** du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- de fournir une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
  - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

Conformément à l'article 10, le gouvernement confirme que les objectifs de politique fiscale, les priorités stratégiques et les intentions sont compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable tels que stipulés à l'article 22 de la Loi FPGE de 1998 et, dans l'ensemble, cohérents par rapport à la politique budgétaire de 2015.



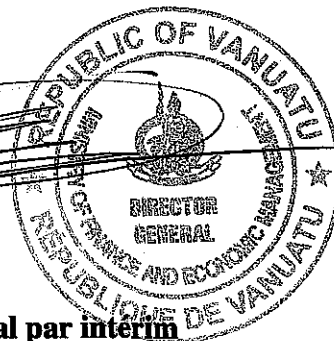
**Le Ministre par intérim de la finance et de la gestion économique**

**Hon. Bob Loughman (MP)**  
**Ministère des Finances et de la Gestion économique**



**Le Directeur général par intérim**

**Simil Johnson**  
**Ministère des Finances et de la Gestion économique**



## 2. Politiques économiques et financières

La Loi FPGE de 1998 stipule les principes d'une gestion fiscale responsable. Ceux-ci exigent que le gouvernement applique des politiques budgétaires qui :

- garantissent que les emprunts du gouvernement soient maintenus à des niveaux gérables ;
- permettent d'entretenir les avoirs de l'Etat en bon état ;
- permettent de gérer les risques fiscaux avec prudence ;
- maintiennent les taxes à des taux stables et prévisibles.

La plus haute priorité du gouvernement pour ce qui est du budget de 2016 est de stimuler la croissance économique du pays et d'améliorer le bien-être de tous les Ni-Vanuatu d'une manière financièrement durable et sans compromettre la croissance future.

Le gouvernement y parviendra par une bonne gestion des finances publiques et l'application de politiques fiscalement responsables. L'article 22 de la loi FPGE exige que le gouvernement s'en tienne à un ensemble de principes de gestion fiscale responsable bien définis, qui sont énoncés dans l'encadré ci-contre.

### Principes de gestion fiscale responsable

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice, à moins d'être parvenu aux niveaux en question ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

## 3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du gouvernement découlent de l'application des "Principes de gestion fiscale responsable", article 22 de la loi FPGE de 1998. Elles comprennent :

1. les priorités budgétaires pour l'exercice 2016 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2016 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme.

### ***a) Les priorités budgétaires pour l'exercice 2016***

Les priorités budgétaires pour 2016 sont fortement influencées par l'expérience récente avec le cyclone Pam et le plan de rétablissement et de renforcement économique et social du gouvernement, ainsi que par les plans nationaux à plus long terme. Des financements de bailleurs de fonds vont apporter une bonne partie des capitaux nécessaires pour investir dans des activités de reconstruction, certes, mais la part du budget destinée aux crédits de fonctionnement doit être adaptée à ces activités et les soutenir. En 2016, le gouvernement continuera de soutenir les secteurs productifs de l'économie afin d'en assurer la croissance. Il est donc vital d'investir dans ses secteurs pour qu'ils génèrent les recettes nécessaires à l'Etat pour répondre aux besoins croissants du secteur social.

Dans la mesure où des fonds supplémentaires peuvent être dégagés, l'affectation de ressources en conformité avec le plan de rétablissement et le CEMT sera axée tout d'abord sur le soutien à la mise en œuvre du plan de redressement, puis 50 pour cent des recettes fiscales disponibles seront alloués au secteur productif, et les autres 50 pour cent seront répartis entre les autres secteurs. Cela répond aussi au principe essentiel du cadre de politique nationale élargie contenu dans les documents de planification nationaux (PAP et PLAC).

Les priorités fondamentales de la politique stratégique et de la répartition des moyens pour 2016 s'énoncent comme suit :

#### **Réhabilitation, reconstruction et renforcement économique et social**

- Affecter des financements dont les Ministères ont besoin pour soutenir la mise en œuvre d'activités de rétablissement, en conformité avec les principes de responsabilité fiscale ;
- Identifier les inefficacités administratives et réattribuer des fonds suivant les priorités de redressement et les priorités à plus long terme ;
- Restructurer le secteur privé en attribuant des ressources à des projets qui soutiennent le secteur privé d'aujourd'hui ;
- Soutenir le redressement de l'industrie des services et ouvrir des débouchés pour les petites entreprises dans le secteur primaire.

#### **Secteur des services**

- Augmenter les crédits affectés au Service du Tourisme, des Coopératives et des Entreprises ni-Vanuatu, au secteur de l'industrie, ainsi que pour les BTC (barrières techniques au commerce) et le SPP (soutien à des projets particuliers) en vue de poursuivre les efforts de rétablissement après le cyclone tropical Pam et de stimuler les activités dans le tourisme et le commerce avec la participation du secteur privé ;
- Augmenter l'affectation de moyens en veillant à ce que les terres soient enregistrées en bonne et due forme, conformément aux lois foncières et à leur application (processus de négociation foncière juste) dans tout l'archipel.

#### **Secteurs productifs**

- Augmenter les crédits à la pêche, l'agriculture et la sylviculture, l'élevage et la quarantaine pour les aider à se remettre du cyclone tropical Pam ;

- Augmenter les crédits affectés au Service du Tourisme, des Coopératives et des Entreprises ni-Vanuatu, au secteur de l'industrie, ainsi que pour les BTC (barrières techniques au commerce) et le SPP (soutien à des projets particuliers) en vue de poursuivre les efforts de rétablissement après le cyclone tropical Pam et de stimuler les activités dans le tourisme et le commerce avec la participation du secteur privé ;
- Augmenter l'affectation de moyens en veillant à ce que les terres soient enregistrées en bonne et due forme, conformément aux lois foncières et à leur application (processus de négociation foncière juste) dans tout l'archipel.

### **Secteurs complémentaires**

- Renforcer le soutien à la politique étrangère pour continuer à rehausser le dialogue à l'étranger et attirer davantage d'aide dans le pays ;
- Augmenter les crédits au chef de l'exécutif pour renforcer la mise en œuvre des politiques, la sécurité et le contrôle pour améliorer la gouvernance et la gestion au sein du Corps de Police et en même temps se préoccuper de l'énorme fardeau de dettes ;
- Renforcer le soutien du gouvernement aux apports pour des projets publics, des Ports et de la Marine, et augmenter le soutien au secteur de l'aviation civile pour un développement économique et social équitable.

### **Secteurs sociaux**

- Apporter un soutien aux droits humains et à l'infrastructure pour relever les services de justice à tous les citoyens de Vanuatu ;
- Apporter un soutien pour intégrer la parité des genres dans tous les ministères ;
- Augmenter les crédits et faciliter l'accès à des services et des programmes de qualité pour les jeunes à tous les niveaux dans tout l'archipel ;
- Augmenter le soutien au changement climatique pour renforcer la gestion des catastrophes et des risques ;
- Maintenir le soutien pour améliorer les services nationaux de santé et aider à la reconstruction des installations de santé endommagées par le cyclone tropical Pam ;
- Maintenir le soutien au développement des ressources humaines du pays axé sur une croissance maximum de l'économie de Vanuatu. En 2016, un soutien sera également ciblé sur la reconstruction de salles de classe.

### ***b) Les politiques fiscales***

Le gouvernement continuera de gérer efficacement son budget en 2016 d'une manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique. En outre, le gouvernement continuera d'appliquer des politiques saines qui encouragent la croissance sous l'impulsion du secteur privé dans toutes les communautés de Vanuatu. Ces politiques veilleront aussi à ce que les entreprises d'Etat restent productives à terme.

### **Perspectives économiques dans le monde (PEM)**

La croissance économique mondiale est prévu s'affermir pour atteindre environ 3,6 pour cent par an en moyenne au cours de 2015-2016. L'économie mondiale continue de connaître des difficultés à reprendre son élan car de nombreux pays à revenus élevés sont encore confrontés aux retombées de la crise financière mondiale et les économies émergentes sont moins vigoureuses qu'elles ne l'étaient.

Les prévisions publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril 2015 suggèrent que l'économie mondiale est confrontée à des inégalités de croissance entre les économies de marché avancées et émergentes. Les perspectives pour les économies avancées s'améliorent, tandis que la croissance dans les économies de marché émergentes et les pays en développement va se ralentir, traduisant principalement un affaiblissement des perspectives pour certaines des plus grandes économies de marché émergentes et des pays exportateurs de pétrole.

D'après les prévisions, la croissance dans les grandes économies avancées (EA) progresserait de 2,4 pour cent en 2015 et serait la même en 2016 – avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne prenant les devants sur les autres. Parallèlement à cela, la croissance dans les économies de marché émergentes (EME) progresserait de 4,3 pour cent en 2015 et de 4,7 pour cent en 2016. La reprise attendue dans les économies de l'US et de la GB sera partiellement compensée par une croissance au ralenti dans la zone euro et au Japon car il y a toujours un risque de revers financiers, conjugués avec des bouchons structurels. La Chine, elle, connaît un ralentissement soigneusement orchestré depuis 2014 et s'attache à amortir la demande intérieure. La croissance décevante dans d'autres pays en développement l'année dernière était attribuable à une faible demande extérieure et un resserrement de la politique intérieure, ainsi qu'à des incertitudes politiques et d'autres contraintes en termes d'offre.

L'inflation a baissé dans les EA, reflétant la chute des prix du pétrole, une diminution des prix pour d'autres produits de base et un fléchissement de la demande dans bon nombre de pays déjà aux prises avec une inflation au-dessous de celle ciblée, comme les pays de la zone euro et le Japon. L'inflation dans les EME est elle aussi influencée par la baisse des prix pour le pétrole et d'autres produits de base, conduisant ainsi à une diminution de l'inflation de manière générale en 2014.

Les dernières perspectives de l'économie dans le monde publiées par la Banque Mondiale font état de plusieurs facteurs importants pouvant les influencer : prix faibles des produits de base ; taux d'intérêts qui restent bas en permanence, mais des politiques monétaires de plus en plus divergentes dans les principales économies ; commerce mondial ternes. La chute brutale des cours du pétrole depuis le milieu de 2014 en particulier va soutenir l'activité dans le monde et favoriser la croissance dans les pays importateurs de pétrole, les ressources pouvant dès lors être réparties autrement. Par contre, elle va nuire aux perspectives de croissance dans les pays exportateurs de pétrole, ce qui aura des répercussions significatives dans toute la région.

Dans l'ensemble, la croissance mondiale devrait reprendre modérément en 2015-2016, en partie favorisée par l'essor de la demande dans le monde stimulée par les prix moins élevés du pétrole et par des changements de politiques. Malgré tout, la reprise reste fragile dans un certain nombre d'EA, caractérisée par un manque d'investissement, et la croissance à moyen terme reste ternes pour beaucoup de pays. Par

conséquent, une augmentation de la production réelle et potentielle va continuer d'être une priorité de la politique en général.

### **Perspectives économiques du Vanuatu (PEV)**

Le cyclone Pam de catégorie 5 a amené les décideurs de politique à se refocaliser sur des priorités susceptibles d'aider à la reprise, la réhabilitation et la reconstruction à moyen terme. Le secteur agricole (surtout les tubercules, le café et la sylviculture) a été durement touché dans les provinces de Shefa et Tafea, ce qui va affecter les revenus des agriculteurs non seulement à moyen terme mais aussi à long terme. Qui plus est, les conditions extérieures défavorables en termes de cours des produits de base ne permettent pas de valoriser autant la production du pays, ce qui n'incite pas les agriculteurs à augmenter la production à l'exportation. Cela va aggraver la pression sur les rentrées de devises étrangères et, à terme, le niveau des réserves de monnaies étrangères va en souffrir. En attendant, le gouvernement est en train de prendre les mesures nécessaires pour parer aux aléas possibles générés par des revers éventuels sur les recettes provenant de rentrées devises étrangères. Au fur et à mesure que les affaires reprennent leur cycle normal, on s'attend à ce que les forces du marché entrent en jeu et redressent la situation, appuyées par une demande intérieure stable qui devrait entraîner la production intérieure vers le haut. Il est absolument crucial que le gouvernement prenne les devants en formulant des politiques durables (inspirées des constatations de l'évaluation des besoins post-catastrophe) pour favoriser le rétablissement de l'impact du cyclone Pam et le retour vers une croissance économique durable. Compte tenu de tous ces événements, on s'attend à ce que le secteur agricole connaisse une croissance de 0,8 pour cent en 2015 et revienne à une tendance normale en 2016 et 2017 pour atteindre 2,4 pour cent et 2,5 pour cent respectivement.

Le secteur de l'industrie devrait compenser l'impact négatif du cyclone tropical Pam sur la croissance. Stimulée par la réforme structurelle permanente conduite par le gouvernement, la politique fiscale devrait être le moteur de la croissance économique au cours des prochaines années, le gouvernement devant acquérir davantage d'immobilisations par le biais d'emprunts extérieurs à des taux de faveur avec une escalade de la croissance devant atteindre 4,6 pour cent en 2017. Les activités prévues stimuleront la demande intérieure et la consommation, avec des retombées positives attendues sur la perception de la TVA. Par ailleurs, des emplois vont être créés, notamment dans le secteur du bâtiment, ce qui devrait relever les revenus moyens des travailleurs conventionnels. Toutefois, retard prolongé dans la mise en œuvre de projets nuirait sérieusement aux prévisions de croissance, mais, d'un autre côté, la capacité interne d'assurer ces projets s'ils sont lancés en même temps est source d'inquiétude à moyen terme. De plus, il est absolument vital que le gouvernement étale la mise en œuvre de gros projets sur plusieurs années afin de maîtriser l'inflation attendue et amoindrir la volatilité de la croissance économique – en maintenant une croissance durable. Une croissance solide à 16,4 pour cent est anticipée en 2015 et devrait s'amplifier à 17,4 pour cent en 2016 et 19,4 pour cent d'ici à deux ans.

En revanche, on s'attend à ce que le secteur des services ralentisse à moyen terme en raison des gros dégâts causés à l'infrastructure liée au tourisme, comme les hôtels et les complexes touristiques. La reconstruction dans l'industrie du tourisme va prendre plus de temps et le gouvernement va avoir besoin davantage de moyens financiers pour lancer une vaste campagne de marketing sur les principaux marchés sources de touristes pour le Vanuatu. Plus positivement, les services d'information, de communication, de

l'immobilier et du gouvernement devraient, pense-t-on, compenser le recul de l'industrie du tourisme. Etant donné que le secteur des services compte pour plus de 60 pour cent du PIB, les plans de redressement ciblant ce secteur devront être bien formulés et soutenus financièrement avec le concours de partenaires donateurs pour qu'il revienne à la normale le plus rapidement possible.

Prévisionnellement, le compte courant va se contracter en 2015, traduisant un déficit commercial accentué, compensant le flot de rentrées d'argent provenant du tourisme et des envois des travailleurs saisonniers dans la région. Il faut prévoir une forte augmentation des importations en 2015 compte tenu de la mise en œuvre de gros projets, surtout de reconstruction à la suite de la dévastation causée par le cyclone tropical Pam. Cette tendance attendue se perpétuera au cours de la période prévisionnelle, creusant encore davantage le déficit en compte courant en 2016 avant de se normaliser à partir de 2017. L'augmentation des importations proviendra essentiellement du volume de carburant et de biens associés aux projets importés. Les rentrées d'argent provenant des exportations vont probablement diminuer en raison des faibles prix mondiaux des produits de base assortis de meilleures conditions d'approvisionnement à l'extérieur. Les rentrées prévisionnelles engendrées par le tourisme ont moins de chance de compenser l'augmentation du volume des importations entre 2015 et 2017 en raison des dégâts subis par de gros hôtels, ce qui affectera le taux d'occupation. Les aides sous forme d'espèces et de subventions vont probablement doubler à partir de 2015 comparé aux années passées. Malgré la diminution des rentrées du tourisme et l'expansion du déficit commercial, on s'attend à ce que l'impact sur les réserves officielles soit minime, mais elles risquent de chuter à partir de 2016. La croissance dans ce secteur va probablement se contracter de 0,7 pour cent cette année, mais devrait reprendre dans la période des prévisions pour passer à 7,7 pour cent en 2016 et 2,8 pour cent en 2017.

La Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) a poursuivi des politiques monétaires de souplesse en réponse aux conditions économiques du moment qui reflétaient en partie la faiblesse de la conjoncture extérieure. Au plan monétaire, la masse monétaire s'est amplifiée plus lentement que la tendance de croissance. Le système bancaire regorgeait de liquidités, mais la croissance du crédit continuait d'être restreinte. Les ratios de réserve obligatoire et d'avoirs liquides ont été rabaissés. Les opérations de la BRV sur le marché ouvert ont été menées de façon à favoriser une accumulation de liquidités sur le marché intérieur. La BRV a en outre introduit une facilité de substitution des importations et de financement des exportations, qui est une facilité de crédit destinée aux entreprises par le biais des banques commerciales dans les secteurs de l'exportation et de la substitution des importations dans l'intention de soulager la pression sur la balance des paiements.

Durant la période post-cyclonique, la BRV a pris d'autres mesures d'assouplissement de la politique monétaire, tant pour soutenir l'économie que pour soutenir les liquidités au sein du système bancaire. En mars 2015, elle a réduit le taux de réserve légale obligatoire (DRL), c'est-à-dire les réserves que les banques commerciales sont tenues de garder en dépôt auprès de la BRV. Le taux directeur de la BRV a été abaissé de son niveau de 5,2 pour cent et indexé au taux des effets à 91 jours de la BRV qui, lors de la catastrophe, s'élevait à 1,8 pour cent. Cela représente donc une réduction considérable du taux directeur de la BRV. De plus, la BRV a autorisé les banques commerciales à utiliser leurs effets en portefeuille pour constituer une partie de leur sûreté pour la facilité d'avance garantie de la BRV en sus des effets détenus par les banques commerciales sous forme de bons du Trésor et d'effets de la BRV. Ces changements ont été mis en place dans le cadre de la réponse de la BRV pour soutenir les liquidités du système bancaire après la décision du gouvernement de permettre aux sociétaires de la Caisse nationale de Prévoyance (CNPV) de prélever 20 pour cent de leur pension de retraite. La BRV a également activé

la facilité de crédit pour la reconstruction en cas de catastrophe naturelle en faveur des entreprises aux fins de réhabilitation et de reconstruction après la catastrophe.

#### ***d) Gestion du budget***

Le budget de 2016 sera géré d'une manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique. Le gouvernement veillera à ce que le régime fiscal en vigueur soit administré, appliqué et respecté avec rigueur pour apporter le financement nécessaire pour couvrir les programmes de dépenses et les activités du gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement continuera à s'efforcer de gérer la dette publique et de mettre en pratique des mesures en termes des recettes et dépenses pour parvenir à équilibrer le budget en 2016.

#### ***e) Dette publique et emprunts du gouvernement***

Le gouvernement continuera de gérer la dette publique à un niveau prudent et raisonnable en 2016 et dans les années suivantes. A compter de 2015, tous nouveaux emprunts seront destinés en priorité à des fins productives, comme des projets d'investissement en capital qui rehausseront la croissance économique et engendreront à l'avenir des moyens de rembourser les emprunts qui vont incomber aux générations futures. De plus, le remboursement de la dette publique va dépendre des recettes perçues et de l'application des programmes de dépenses.

#### ***f) Recettes et taxes***

Il est vraiment regrettable que le gouvernement ait déjà rencontré beaucoup de difficultés en termes de ses recettes prévisionnelles pour 2015, chose qu'il n'avait jamais anticipé comme pouvant se produire. La suspension du programme de séjour permanent, plus la perte de recettes (renonciation à la TVA) due au cyclone Pam en début d'année, sont sur la liste des événements qui ont déjà imposé de grosses contraintes sur les recettes que le gouvernement prévoyait de percevoir cette année. Le gouvernement va devoir s'appuyer sur sa base de recettes actuelle et sur de nouvelles initiatives de recettes qui viennent d'être introduites pour s'assurer que l'écart actuel reste à un niveau prudent.

Comme toujours, la mise en œuvre des programmes de dépenses du gouvernement qui ont été approuvés pour 2015 va beaucoup dépendre des fonds que le gouvernement parviendra à réunir par le biais des recettes et des fonds qu'il escompte emprunter. En 2015 le gouvernement va continuer de rehausser la perception des recettes en renforçant l'administration de la conformité et du respect de toutes les taxes en vigueur et aussi des nouveaux droits et charges introduits dans divers ministères. De plus, le gouvernement va continuer de mettre en œuvre les résultats des initiatives du plan directeur du forum national sur les recettes de 2013 de même que les résultats du forum sur les recettes non fiscales tenu en 2014, dans le cadre de ses efforts pour réunir les revenus nécessaires pour couvrir l'ensemble de ses besoins opérationnels.

Sur la scène internationale, le gouvernement va continuer de faire avancer son statut auprès de l'OCDE et du Forum Mondial en ce qui a trait à la lutte contre les mauvaises pratiques de gestion des affaires publiques, telles que l'évasion fiscale ou les actions pour se soustraire au fisc, en œuvrant pour mettre en place une Autorité compétente et en promulguant des lois relatives aux Accords d'échange de renseignements fiscaux.



#### ***g) Directives concernant les dépenses par programme***

Le gouvernement continuera de s'assurer que des financements sont en place pour couvrir ses projets de dépenses et ses activités. Les programmes de dépenses du gouvernement pour 2016 seront gérés conformément à la Loi FPGE. Qui plus est, le gouvernement va accorder beaucoup d'attention à la nature productive des dépenses pour garantir une valorisation maximum des fonds publics. A cet égard, la procédure de demande et d'obtention de fonds sera liée aux priorités de principe stratégiques de 2016, visant à améliorer le bien-être de la population et en même temps, à favoriser la croissance économique.

De plus, en 2016, l'accès à des fonds et leur emploi seront gérés suivant les cibles budgétaires. Essentiellement, le gouvernement va continuer à imposer une discipline fiscale rigoureuse et réellement mettre en oeuvre des décisions prises par le passé par le CDM selon que de besoin pour contrôler les programmes de dépenses et s'assurer qu'ils respectent les cibles budgétaires.

#### ***4. Nouvelles propositions de principe***

Le gouvernement continuera d'attribuer des crédits de fonctionnement pour les nouvelles propositions de principe (NPP) qui sont compatibles avec ses priorités stratégiques énoncées au point 3.a).

Les NPP seront prises en considération en 2016 uniquement si elles :

- peuvent être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et consistent en des propositions précises susceptibles de renforcer les orientations et programmes clés du gouvernement ;
- s'inscrivent dans la capacité du ministère de les mettre en oeuvre dans les délais suggérés ;
- sont susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement durables si elles sont pressenti devenir une activité de fonctionnement.

Le budget de 2016 inclura des NPP financées par des bailleurs de fonds. Par conséquent, le gouvernement va continuer à insister sur l'importance d'utiliser les systèmes financiers du gouvernement pour financer des programmes de dépenses qui vont de pair avec les priorités du gouvernement.

#### ***5. Cibles économiques et fiscales pour 2016***

Conformément à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique, le gouvernement va continuer de poursuivre des politiques visant à parvenir à un budget équilibré en 2016. Le taux de croissance économique en 2016 est prévu être de l'ordre de 3,3 pour cent en termes réels, tandis que le taux d'inflation devrait être de l'ordre de 1,7 pour cent.

<b>Cibles budgétaires pour 2016</b>	<b>Objectifs fiscaux à long terme</b>
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme

<b>Recettes</b> Recettes de fonctionnement estimées prévisionnellement à au moins 20,0 pour cent du PIB	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif de balance budgétaire. Recettes de fonctionnement doivent atteindre au moins 22 pour cent du PIB.
<b>Dépenses</b> Dépenses de fonctionnement estimées prévisionnellement à 20,0 pour cent du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré
<b>Endettement</b> La dette publique atteindra 25 pour cent du PIB	L'endettement maintenu à des niveaux prudents de sorte que sa part du PIB reste inférieure à 40,0 pour cent
<b>Croissance économique</b> Croissance prévisionnelle à 3,3 pour cent	La moyenne du taux de croissance économique annuel au moins supérieure au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
<b>Inflation</b> Inflation prévisionnelle à plus de 4,0 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

## 6. Conclusion

Les "Principes de gestion fiscale responsable" guideront la préparation du budget national de l'exercice 2016 qui mettra davantage l'accent sur l'affectation de crédits aux politiques et priorités gouvernementales en cours.

La Loi FPGE [Chap. 244] guidera l'application du budget 2016 et le gouvernement restera prudent dans toutes ses prises de décisions, pour s'assurer que les cibles de recettes et de dépenses soient toutes deux atteintes afin de parvenir à un excédent budgétaire en 2016. Par conséquent, le gouvernement continuera de faire preuve de prudence fiscale tout en favorisant la croissance économique et en relevant le revenu par habitant pour la population.